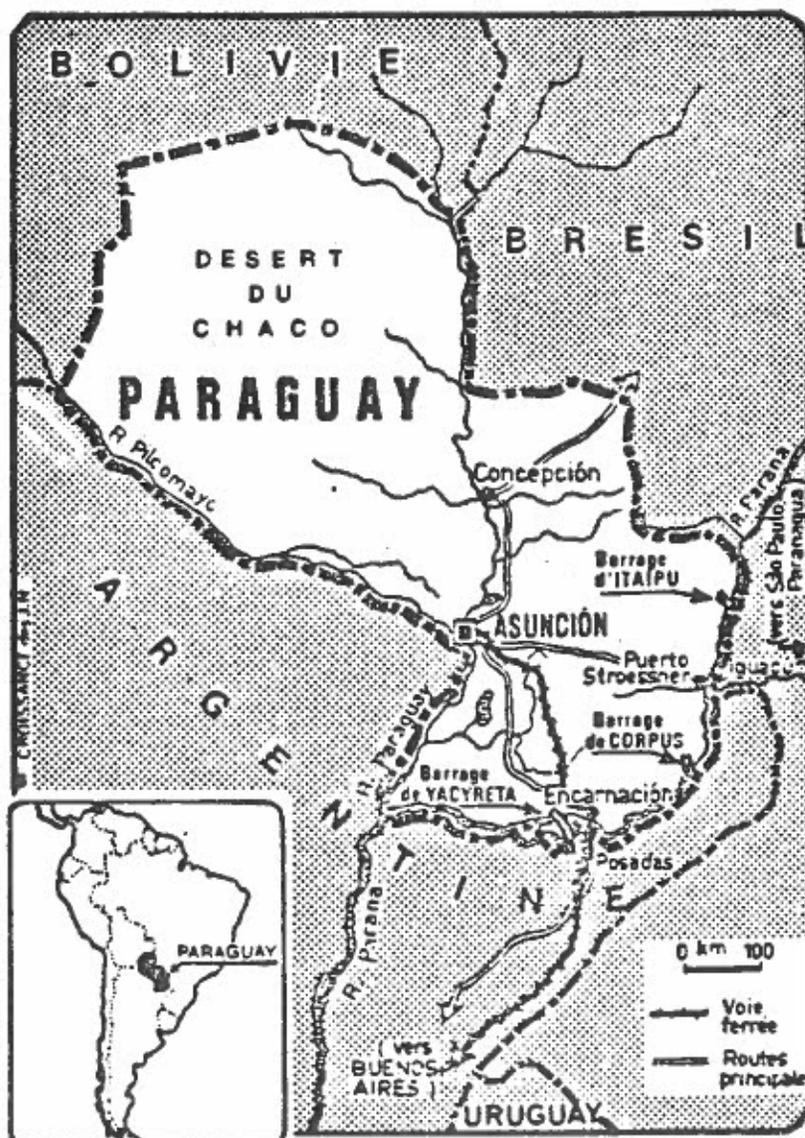


CE PARAGUAY QU'ON OUBLIE...

Le 6 février dernier avaient lieu, au Paraguay, les élections générales, tenues à tous les cinq ans. Au pouvoir depuis vingt-neuf ans grâce à un coup d'Etat suivi de "réélections" successives, le général Alfredo Stroessner, le doyen des dictateurs latino-américains, brigait un septième mandat à la présidence du pays. Cet événement confirme, selon le général de 70 ans, que le Paraguay jouit d'une "authentique démocratie"; "effectivement, la constitution paraguayenne garantit les droits fondamentaux de la personne. Mais à quoi sert un texte qui depuis quarante ans est mis entre parenthèses, sous prétexte que la sécurité de l'Etat est menacée?" (1)

Des paysans dépossédés de leur terre

Pays fondamentalement agricole, la population rurale représente près de 60% de la population totale du Paraguay. Le haut niveau de concentration de la propriété terrienne aux mains de quelques latifundums (grands domaines agricoles privés) constitue un record dans le cadre latino-américain. C'est ainsi que près de 1 552 grands propriétaires et compagnies étrangères possèdent près de 31,5 millions d'hectares. A l'autre extrémité, 250 000 familles de petits producteurs possèdent seulement un demi million d'hectares. Situation qui s'est aggravée quand on constate qu'en 1946, un petit paysan cultivait une parcelle de deux hectares en moyenne et qu'aujourd'hui ce même petit paysan arrive avec beaucoup de difficultés économiques à



exploiter la même parcelle mais cette fois de un hectare. Au contraire de cette situation, 17 millions d'hectares, c'est-à-dire près de la moitié du pays, sont la propriété de 25 familles les plus riches.

Ajoutons à cette injuste inégalité le rôle joué par les multinationales étrangères dans l'exploitation du pays. La "American Coffee Corporation" dispose de 750 mille hectares et possède le monopole de la production de la "yerba mate" conjointement avec la société anglaise "Industrial Paraguaya" et la compagnie "Argentina Yerbatera del Amanbay". La "Pure Oil Company" est propriétaire de 6 millions d'hectares et tient dans sa direction un ex-sous-secrétaire de "Asuntos Interamericanos" du département d'Etat nord-américain, Henry Holland. Toutes les concessions octroyées par le général Stroessner sont accompagnées d'autorisations pour la création de systèmes de vigilance policière à l'intérieur de chaque exploitation.

Il est facile alors de comprendre la situation d'exploitation et de misère auxquels sont soumis les paysans du pays. La population indigène est vendue aux grands propriétaires agricoles et est obligée de travailler sur les fermes dans des conditions de serfs. Si hier, majoritaires, les indigènes Guaranies pouvaient cultiver leurs terres librement, aujourd'hui, ils sont réprimés et sauvagement exterminés. De cette façon, un peuple et une culture sont soumis à une lente agonie.

Une corruption généralisée

Il n'est aujourd'hui un secret pour personne que le général Stroessner a fait de sa terre la Providence des ex-nazis et des escrocs de tout genre. Dans un ouvrage édité à Asuncion, M. Domingo Laino, une des personnalités les plus en vue de l'opposition, a démontré comment certains hommes proches du pouvoir, y compris des membres de la famille du général Stroessner, ont mis la main sur des secteurs importants de l'économie. Un journaliste de ABC Color, le principal quotidien du Paraguay, s'est vu jeté en prison pendant 44 jours parce qu'il avait écrit qu'il n'y aurait pas assez de place dans les cimetières si, à l'exemple d'un ancien ministre français, les hauts fonctionnaires soupçonnés de corruption décidaient de se suicider...

Un état de siège permanent

Rien d'étonnant, dans ce contexte, que la répression constitue la seule façon pour le régime de se maintenir au pouvoir. Grâce à la mainmise du parti Colorado sur l'appareil de l'Etat, le général Stroessner dispose en permanence d'un levier de commande sur tous les secteurs essentiels du pays. Surtout, grâce à l'article 79 qu'il a fait inclure dans la Constitution, toute menace intérieure ou extérieure à la sécurité d'Etat l'autorise à décréter l'état de siège. Depuis 1954, il a systématiquement prorogé la mise en vigueur de cet article constitutionnel, à Asuncion et dans les régions frontalières, en invoquant le "péris communiste". En vertu de l'état de siège, qui remet en cause chacun des articles de la Constitution, le général Stroessner détient tous les pouvoirs et peut ainsi user des méthodes arbitraires contre tout

citoyen paraguayen.

On comprend mieux pourquoi, l'arbitraire ayant force de loi, la dictature du général est pernicieuse. N'importe quel citoyen peut être arrêté à toute heure du jour et de la nuit, sans que les autorités aient à donner la moindre explication. La torture est utilisée systématiquement. Les décès sont très nombreux; les causes plausibles sont la torture, les descentes de police, les rafles des militaires avec un déploiement considérable de violence. Les disparitions sont également très nombreuses; les victimes n'ont aucun droit, le chantage interdit les dénonciations des familles éprouvées.

A cet effet, la Commission Inter-américaine des droits humains (CIDH) présentait à la Xe Assemblée de l'Organisation des Etats Américains (OEA) un rapport sur la situation paraguayenne. Ce rapport affirmait qu'au Paraguay "il n'y a pas une situation favorable au plein exercice des droits humains". Ceci est dû "au climat de peur et d'insécurité engendré par la persistance de l'Etat de siège et à l'existence de lois qui lèsent les garanties constitutionnelles et les libertés individuelles". La Commission a souhaité que "le Paraguay lève l'Etat de siège, assure la pleine indépendance du Pouvoir Judiciaire, autorise le rapatriement des exilés, garantisse les libertés syndicales, la liberté de pensée et enfin qu'il remette en liberté ceux qui sont détenus sans raison légale suffisamment prouvée." La Commission a déploré que le gouvernement paraguayen n'ait ni fixé une date ni permis aux membres de la Commission de visiter le pays.

Stroessner: à nouveau président

Faut-il s'étonner, dans ce contexte, que les élections du 6 février aient donné comme vainqueur le général Stroessner? Cet exemple n'en est qu'un parmi de nombreux en Amérique latine où les masses sont non seulement marginalisées de l'activité politique et économique mais bel et bien réprimées lorsqu'elles manifestent leur dissidence et exigent des changements, en d'autres mots, lorsqu'elles s'expriment et participent.

Ce genre "d'élection" ne sert en réalité qu'un but: donner une image de tradition démocratique à des régimes qui en piétinent à chaque jour la moindre manifestation véritable. □

Cet article a été composé à partir des textes suivants:

Paraguay: un barrage aux conséquences imprévisibles, Croissance des jeunes nations, septembre 1980.

Paraguay? Ni vu ni connu! Caminando, Vol. III no. 2, mai 1982
Documentation du Comité Québec-Paraguay.